ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.966/VR/4
DU 27 MARS 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, chambres réunies et quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 17 février 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours [(*)], sur un avant-projet d'ordonnance « visant le contrôle des communications et la promotion des autorités publiques locales en période électorale », après avoir examiné l'affaire en ses séances des 14 et 27 mars 2012 (quatrième chambre) et 27 mars 2012 (chambres réunies), a donné l'avis suivant :

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85*bis*.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

COMPÉTENCE DE L'AUTEUR DE L'AVANT-PROJET

1. L'avant-projet d'ordonnance vise à interdire toute communication, campagne d'information ou évènement qui n'est pas obligatoire en vertu d'une disposition légale ou réglementaire, qui est financé directement ou indirectement par des fonds publics, lancé entre le 95e jour avant toutes les élections et le jour de l'organisation du scrutin, et qui a pour objet la promotion de l'image personnelle d'un ou plusieurs membres du collège des bourgmestre et échevins, du président du conseil du C.P.A.S. ou de leur parti politique [1].

Dans le cas où cette interdiction ne serait pas respectée, les frais de la communication, campagne d'information ou évènement seront imputés sur les dépenses électorales des intéressés, ou de leur liste, « lors des prochaines élections auxquelles ils se présentent » [2].

Selon l'exposé des motifs, l'avant-projet entend ainsi prévenir toute « inégalité au sein des candidats lorsque ces personnes se présentent aux différentes élections » [3].

Interrogé sur la portée du texte à l'examen, le délégué du ministre a confirmé que « [les] prochaines élections » dont il est question s'identifient aux élections à tout niveau de pouvoir auxquelles le candidat prendrait part.

2. Selon l'article 6, § 1er, VIII, alinéa 1er, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', les régions sont compétentes en ce qui concerne « la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions provinciales et

---

[1] Article 3, § 1er, de l'avant-projet.

[2] Article 4, § 4, de l'avant-projet.

[3] Exposé des motifs, alinéa 3.

communales ». En application de cette disposition, les régions sont compétentes pour édicter les règles qui gouvernent les communications émanant des autorités locales [4].

Cette compétence en matière de communications implique également celle de prévoir les sanctions en cas de violation des règles qui les régissent.

Par ailleurs, dans la mesure où les communications ainsi visées sont rattachées à une période électorale et que la ou les sanctions prévues par le législateur régional s'inscrivent dans le mécanisme du contrôle des dépenses électorales locales, la compétence du législateur régional pour intervenir en cette matière a également été implicitement admise par l'assemblée générale de la section de législation [5].

En effet, en vertu de l'article 6, § 1er, VIII, alinéa 1er, 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', les régions sont compétentes en ce qui concerne « l'élection des organes provinciaux, communaux et intracommunaux, ainsi que des organes des agglomérations et fédérations de communes, en ce compris le contrôle des dépenses électorales y afférentes ».

3. Lors de l'établissement des règles en matière de communication des autorités locales et du contrôle sur celles-ci, et spécialement dans le cadre du contrôle des dépenses relatives aux élections locales, le législateur régional doit cependant veiller à respecter les compétences des autres autorités.

À cet égard, l'article 4, § 4, de l'avant-projet, dans la portée que l'auteur de l'avant-projet entend lui donner, pose problème.

En effet, la disposition à l'examen prévoit que les frais relatifs à une communication jugée illicite par le Collège de contrôle seront imputés non seulement sur les

---

[4] Voir à cet égard l'avis 30.146/3 donné le 4 juillet 2000 sur une proposition de décret du Parlement flamand 'houdende de controle op de communicatie van de Vlaamse overheid' (*Doc. parl.*, Vl. Parl., 1999-2000, n° 267/2). Voir également l'avis 31.398/3 du 2 octobre 2001 sur une proposition devenue le décret du Parlement flamand du 19 juillet 2002 'houdende de controle op de communicatie van de Vlaamse overheid' (*Doc. parl.*, Vl. Parl., 2000-2001, n° 515/2).

[5] Voir les avis 39.080/AG/3 et 39.600/3, donnés respectivement le 18 octobre 2005 et le 20 décembre 2005 sur un avant-projet devenu le décret du Parlement flamand du 10 février 2006 'houdende wijziging van de Gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932, de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, de wet tot organisatie van de geautomatiseerde stemming van 11 april 1994 en het decreet van 7 mei 2004 houdende regeling van de controle van de verkiezingsuitgaven en de herkomst van de geldmiddelen voor de verkiezing van het Vlaams Parlement' (*Doc. parl.*, Vl. Parl., 2005-2006, n° 637/1, pp. 69-77 (avis 39.600/3) et pp. 79-121 (39.080/AG/3)). Ce décret a été remplacé par le décret du 8 juillet 2011 'houdende organisatie van de lokale en provinciale verkiezingen en houdende wijziging van het Gemeentedecreet van 15 juli 2005, het Provinciedecreet van 9 december 2008 en het decreet van 19 december 2008 betreffende de organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn' au sujet duquel la section de législation a donné l'avis 49.565/3-49.566/3 le 10 mai 2011 (*Doc. parl.*, Vl. Parl., 2010-2011, n° 1084/5).

dépenses électorales relatives aux élections locales mais aussi sur celles relatives aux « prochaines élections auxquelles [les intéressés] se présentent », ce qui peut viser également les dépenses électorales relatives à des élections d'autres niveaux de pouvoir.

Ce faisant, l'avant-projet excède les compétences régionales en matière de contrôle des dépenses relatives aux élections.

L'article 4, § 4, de l'avant-projet doit donc être revu pour limiter l'effet de la sanction aux dépenses relatives aux seules élections locales.

C'est sous cette réserve que l'avant-projet est examiné.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 2

1. La version néerlandaise fait erronément mention de « Conseil » (Raad) alors qu'il convient de parler de « Parlement » [6].

2. Les versions française et néerlandaise de l'article 2, alinéa 1er, 3°, ne correspondent pas.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de corriger cette discordance.

Article 3

1. Au paragraphe 1er (lire : alinéa 1er) [7], le texte est en défaut de préciser quel est l'émetteur de « toute communication, campagne d'information ou événement » visé ; il ne peut s'agir que des autorités publiques locales définies à l'article 2, alinéa 1er, 1°, de l'avant-projet. Le texte sera revu en conséquence.

2. En application du paragraphe 1er (lire : alinéa 1er), « toute communication, campagne d'information ou événement » qui a pour objet la promotion de l'image personnelle d'un ou plusieurs membres des autorités publiques locales ou de leurs partis politiques et qui est financé directement ou indirectement par des fonds publics est interdite pendant la période électorale. Il s'ensuivrait *a contrario* qu'une telle communication, qu'une telle campagne

[6] Voir dans le texte néerlandais, l'article 2, alinéa 1er, 3° et, dans les deux textes, l'article 2, alinéa 2, sixième et septième tiret.

[7] Il n'y a pas lieu de diviser l'article en paragraphes lorsque ceux-ci ne contiennent chacun qu'un seul alinéa. *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 57.3.

d'information ou qu'un tel événement présentant les mêmes caractéristiques serait autorisé en dehors de cette période alors même qu'y sont consacrés des fonds publics. La section de législation se demande si telle est bien l'intention des auteurs de l'avant-projet [8]. Le cas échéant, l'exposé des motifs sera complété sur ce point.

3. Au paragraphe 2 (lire : alinéa 2), il y a une discordance dans la phrase introductive : la version française est exemplative alors que la version néerlandaise ne l'est pas.

Par ailleurs, les expressions « ayant pour objet » et « met als doel » n'ont pas exactement la même portée. L'auteur de l'avant-projet doit assurer la cohérence entre les versions française et néerlandaise.

Au paragraphe 2, a) (lire : alinéa 2, a)), il convient d'écrire « du même parti politique » conformément à la définition qui en est donnée à l'article 2, alinéa 1er, 3°, de l'avant-projet.

Dans ce même alinéa, et compte tenu de sa phrase introductive, la question se pose de savoir s'il ne convient pas de viser également au a) « la campagne d'information » [9].

L'exposé des motifs gagnerait à préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par « message délivré [qui] ne relève pas de l'information objective ». À cet égard, la section de législation observe que dans l'ordonnance du 29 avril 2004 pareille notion n'est pas utilisée ; par contre, l'article 22, § 2, alinéa 4, de cette ordonnance mentionne uniquement « le cas ou la communication vise en tout ou partie, la promotion de l'image personnelle d'un ou plusieurs membres du gouvernement, d'un ou plusieurs secrétaires d'État régionaux ou du président du Conseil, ou la promotion de l'image d'un parti politique ».

Article 4

1. Sous réserve de l'observation formulée sur la compétence de l'auteur de l'avant-projet, au paragraphe 4 (lire : alinéa 4), la section de législation s'interroge sur la portée des mots « ou de leur liste ».

Le commentaire de l'article devrait préciser la portée de cette expression et singulièrement les critères à partir desquels le Collège de contrôle décidera si c'est l'intéressé ou sa liste qui encourra la sanction.

---

[8] Comparer à titre d'exemple avec l'article 22, spécialement les paragraphes 1er et 2 de l'ordonnance du 29 avril 2004 'organisant le contrôle des dépenses électorales et des communications gouvernementales'.

[9] Celle-ci est en effet mentionnée à l'article 3, § 1er (lire : alinéa 1er) de l'avant-projet.

À cet égard, la section de législation observe que l'article 22, § 4, de l'ordonnance du 29 avril 2004 ne vise que « les dépenses électorales des intéressés lors des prochaines élections auxquelles ils se présentent ».

Le cas échéant, le texte sera revu à la lumière de cette observation.

2. Au paragraphe 5 (lire : alinéa 5), la disposition en projet ne prévoit pas la notification aux personnes concernées alors qu'il s'agit d'un acte individuel de nature à faire grief.

3. Au paragraphe 6 (lire : alinéa 6), il y a lieu de remplacer les mots « l'exécutif communal auteur, de faits » par les mots « l'autorité publique locale, auteur des faits ».

Au même alinéa, il y a lieu de remplacer les mots « il n'assiste pas au débat » par les mots « il ne participe pas à la délibération le concernant » [10].

Enfin, le dernier alinéa est inutile puisque l'ordonnance du 29 avril 2004 règle la composition et le fonctionnement du Collège de contrôle. Cet alinéa sera omis.

---

[10] Voir l'article 10 de l'ordonnance du 29 avril 2004.

Les chambres réunies étaient composées de

Messieurs	P. LEMMENS,	président de chambre, président,
	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. SMETS,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
	B. SEUTIN,	
	S. BODART,	
	J. VELAERS,	assesseurs de la section de législation,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Mesdames	C. GIGOT,	greffiers.
	A.-M. GOOSSENS,	

Les rapports ont été présentés par MM. P. RONVAUX et B. STEEN, auditeurs.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

C. GIGOT P. LEMMENS

La quatrième chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE, S. BODART,	conseillers d'État,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assesseur de la section de législation,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

C. GIGOT P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.966/VR/4
VAN 27 MAART 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, verenigde kamers en vierde kamer, op 17 februari 2012 door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen [(*)], van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "betreffende de controle van de mededelingen en de imagobevordering van de plaatselijke overheden tijdens de verkiezingsperiode", veranderd, heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 14 en 27 maart 2012 (vierde kamer) en 27 maart 2012 (verenigde kamers), heeft het volgende advies gegeven:

[(*)] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85*bis*.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BEVOEGDHEID VAN DE STELLER VAN HET VOORONTWERP

1. Het voorontwerp van ordonnantie strekt ertoe elke mededeling, informatiecampagne of publieke gebeurtenis te verbieden die niet verplicht is op grond van een wettelijke of reglementaire bepaling, die rechtstreeks of onrechtstreeks met publieke middelen gefinancierd wordt, die opgestart wordt tussen de 95ste dag vóór alle verkiezingen en de dag van de stemming en die als doel heeft het persoonlijke imago te bevorderen van één of meer leden van het college van burgemeester en schepenen, van de voorzitter van de raad van het O.C.M.W. of van hun politieke partij.[1]

Ingeval dit verbod niet wordt nageleefd, worden de kosten van de mededeling, de informatiecampagne of het evenement bij de verkiezingsuitgaven van de betrokkenen of van hun lijst gerekend, “bij de volgende verkiezingen waaraan ze deelnemen”.[2]

Luidens de memorie van toelichting beoogt het voorontwerp aldus elke “ongelijkheid (…) tussen kandidaten” te voorkomen “wanneer de betrokken personen zich kandidaat stellen bij de verschillende verkiezingen”.[3]

Op de vraag naar de werkingssfeer van de voorliggende tekst heeft de gemachtigde van de minister bevestigd dat de “volgende verkiezingen” waarvan sprake is, gelijkstaan met de verkiezingen op elk beleidsniveau waaraan de kandidaat deelneemt.

2. Luidens artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ zijn de gewesten bevoegd voor “de samenstelling, organisatie, bevoegdheid en werking van de provinciale en gemeentelijke

[1] Artikel 3, § 1,van het voorontwerp.

[2] Artikel 4, § 4,van het voorontwerp.

[3] Memorie van toelichting, derde alinea.

instellingen". Met toepassing van deze bepaling zijn de gewesten bevoegd om de regels uit te vaardigen die gelden voor de mededelingen uitgaande van de plaatselijke overheden.[4]

Deze bevoegdheid inzake mededelingen houdt tevens de bevoegdheid in om straffen te bepalen wanneer de geldende regels worden geschonden.

Voorts is de bevoegdheid van de gewestwetgever om ter zake op te treden tevens impliciet aanvaard door de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving[5] in zoverre de aldus bedoelde mededelingen een verkiezingsperiode betreffen en de straf of straffen die de gewestwetgever heeft vastgesteld deel uitmaken van het systeem van controle op de plaatselijke verkiezingsuitgaven.

Krachtens artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' zijn de gewesten immers bevoegd wat betreft "de verkiezing van de provinciale, gemeentelijke en binnengemeentelijke organen, alsook van de organen van de agglomeraties en federaties van gemeenten, met inbegrip van de controle op de hierop betrekking hebbende verkiezingsuitgaven".

3. Bij het opstellen van de regels inzake mededelingen van de plaatselijke overheden en inzake het toezicht op deze overheden, meer bepaald in het kader van het toezicht op de uitgaven betreffende de plaatselijke verkiezingen, dient de gewestwetgever echter erop toe te zien dat de bevoegdheden van de andere overheden worden geëerbiedigd.

In dat opzicht doet artikel 4, § 4, van het voorontwerp, in de strekking die de steller van het voorontwerp hieraan beoogt te verlenen, een probleem rijzen.

De voorliggende bepaling bepaalt immers dat de kosten betreffende een mededeling die het Controlecollege onwettig acht niet alleen bij de verkiezingsuitgaven voor de plaatselijke verkiezingen gerekend worden, maar ook bij de verkiezingsuitgaven voor "de

---

[4] Zie in dit opzicht advies 30.146/3, gegeven op 4 juli 2000 over een voorstel van decreet van het Vlaams Parlement 'houdende de controle op de communicatie van de Vlaamse overheid' (*Parl.St.* Vl.Parl. 1999-2000, nr. 267/2). Zie ook advies 31.398/3 van 2 oktober 2001 over een voorstel dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van het Vlaams Parlement van 19 juli 2002 'houdende de controle op de communicatie van de Vlaamse overheid' (*Parl.St.* Vl.Parl. 2000-01, nr. 515/2).

[5] Zie de adviezen 39.080/AG/3 en 39.600/3, gegeven respectievelijk op 18 oktober 2005 en op 20 december 2005 over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van het Vlaams Parlement van 10 februari 2006 'houdende wijziging van de Gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932, de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, de wet tot organisatie van de geautomatiseerde stemming van 11 april 1994 en het decreet van 7 mei 2004 houdende regeling van de controle van de verkiezingsuitgaven en de herkomst van de geldmiddelen voor de verkiezing van het Vlaams Parlement' (*Parl.St.* Vl.Parl. 2005-06, nr. 637/1, 69-77 (advies 39.600/3) en 79-121 (advies 39.080/AG/3)). Dit decreet is vervangen door het decreet van 8 juli 2011 'houdende de organisatie van de lokale en provinciale verkiezingen en houdende wijziging van het Gemeentedecreet van 15 juli 2005, het Provinciedecreet van 9 december 2008 en het decreet van 19 december 2008 betreffende de organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn', waarover de afdeling Wetgeving op 10 mei 2011 advies 49.565/3-49.566/3 heeft gegeven (*Parl.St.* Vl.Parl. 2010-11, nr. 1084/5).

volgende verkiezingen waaraan [de betrokkenen] deelnemen", wat ook de verkiezingsuitgaven voor verkiezingen van andere beleidsniveaus kan omvatten.

Zodoende overschrijdt het voorontwerp de gewestbevoegdheden inzake het toezicht op de verkiezingsuitgaven.

Artikel 4, § 4, van het voorontwerp moet dus worden herzien opdat de gevolgen van de straf beperkt worden tot de uitgaven voor de plaatselijke verkiezingen.

Met dat voorbehoud wordt het voorontwerp onderzocht.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 2

1. In de Nederlandse tekst is ten onrechte sprake van "Raad", terwijl men van "Parlement" zou moeten spreken.[6]

2. De Nederlandse en de Franse tekst van artikel 2, eerste lid, 3°, stemmen niet overeen.

De steller van het voorontwerp dient deze discrepantie weg te werken.

Artikel 3

1. In de tekst van paragraaf 1 (lees: het eerste lid)[7] wordt niet aangegeven van wie "elke mededeling, (elke) informatiecampagne of (elk) evenement" waarvan sprake is, uitgaat; het kan alleen maar gaan om een plaatselijke overheid gedefinieerd in artikel 2, eerste lid, 1°, van het voorontwerp. De tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

2. Volgens paragraaf 1 (lees: het eerste lid) is "elke mededeling, informatiecampagne of evenement" met als doel het persoonlijke imago te bevorderen van één of meer leden van een plaatselijke overheid of van hun politieke partij en "die rechtstreeks of onrechtstreeks met publieke middelen gefinancierd wordt", verboden tijdens de verkiezingsperiode. *A contrario* zou daaruit volgen dat zo een mededeling, informatiecampagne of evenement met dezelfde kenmerken toegestaan zou zijn buiten de verkiezingsperiode, ook al worden daarvoor publieke middelen aangewend. De afdeling

[6] Zie de Nederlandse tekst van artikel 2, eerste lid, 3°, en de Nederlandse en de Franse tekst van artikel 2, tweede lid, zesde en zevende streepje.

[7] Er bestaat geen grond om een artikel in paragrafen in te delen als elke paragraaf maar één lid bevat. *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 57.3.

Wetgeving vraagt zich af of zulks wel de bedoeling van de stellers van het voorontwerp is.[8] In voorkomend geval dient de memorie van toelichting op dit punt aangevuld te worden.

3. In paragraaf 2 (lees: het tweede lid) is er een discrepantie wat de inleidende zin betreft: de Franse tekst is enuntiatief, terwijl de Nederlandse tekst dat niet is.

Voorts hebben de uitdrukkingen “ayant pour objet” en “met als doel” niet exact dezelfde betekenis. De steller van het voorontwerp behoort te zorgen voor overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst.

In paragraaf 2, a) (lees: het tweede lid, a)) dient te worden geschreven “van dezelfde politieke partij”, overeenkomstig de definitie die daarvan gegeven wordt in artikel 2, eerste lid, 3°, van het voorontwerp.

Met betrekking tot datzelfde lid rijst, gelet op de inleidende zin ervan, de vraag of in a) niet eveneens moet worden verwezen naar de “informatiecampagne”[9].

Het verdient aanbeveling om in de memorie van toelichting aan te geven wat verstaan dient te worden onder “boodschap (die) geen objectieve informatie betreft”. In dit verband wijst de afdeling Wetgeving erop dat dit begrip niet gehanteerd wordt in de ordonnantie van 29 april 2004; in artikel 22, § 2, vierde lid, van die ordonnantie is daarentegen alleen sprake van het geval dat “de mededeling er geheel of ten dele toe strekt het persoonlijk imago van een of meer leden van de regering, van een of meer gewestelijke staatssecretarissen of van de voorzitter van de Raad, of het imago van een politieke partij te verbeteren”.

Artikel 4

1. Onder voorbehoud van de opmerking die over de bevoegdheid van de steller van het voorontwerp is gemaakt, vraagt de afdeling Wetgeving zich in verband met paragraaf 4 (lees: het vierde lid) af wat bedoeld wordt met de woorden “of van hun lijst”.

In de bespreking van dit artikel zou aangegeven moeten worden wat met die uitdrukking wordt bedoeld en bepaaldelijk aan de hand van welke criteria het Controlecollege moet beslissen of het de betrokkene dan wel zijn lijst is die de sanctie oploopt.

[8] Vergelijk, bij wijze van voorbeeld, met artikel 22, inzonderheid de paragrafen 1 en 2, van de ordonnantie van 29 april 2004 ‘betreffende de controle van de verkiezingsuitgaven en de regeringsmededelingen’.

[9] De informatiecampagne wordt immers vermeld in artikel 3, § 1 (lees: eerste lid) van het voorontwerp.

In dit verband wijst de afdeling Wetgeving erop dat in artikel 22, § 4, van de ordonnantie van 29 april 2004 alleen sprake is van “de verkiezingsuitgaven van de betrokkenen voor de eerstvolgende verkiezingen waaraan zij deelnemen”.

In voorkomend geval dient de tekst in het licht van deze opmerking te worden herzien.

2. In paragraaf 5 (lees: het vijfde lid) voorziet de ontworpen bepaling niet in een kennisgeving aan de betrokken personen, terwijl het gaat om een individueel besluit dat bezwarend kan zijn.

3. In paragraaf 6 (lees: het zesde lid) schrijve men “Ingeval een lid van het Controlecollege feiten bedoeld in artikel 3 heeft gepleegd of ingeval hij deel uitmaakt van een plaatselijke overheid die zulke feiten heeft gepleegd”.

In hetzelfde lid dienen de woorden “neemt het niet deel aan het debat” vervangen te worden door de woorden “neemt hij geen deel aan de beraadslaging die op hem betrekking heeft”.[10]

Ten slotte is het laatste lid overbodig, aangezien de samenstelling en de werkwijze van het Controlecollege geregeld worden in de ordonnantie van 29 april 2004. Dat lid dient te vervallen.

---

[10] Zie artikel 10 van de ordonnantie van 29 april 2004.

De verenigde kamers waren samengesteld uit:

de Heren	P. LEMMENS,	kamervoorzitter, voorzitter,
	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. SMETS,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
	B. SEUTIN,	
	S. BODART,	
	J. VELAERS,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	
de Dames	C. GIGOT,	griffiers.
	A.-M. GOOSSENS,	

De verslagen worden uitgebracht door de Heren R. WIMMER en B. STEEN, auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

C. GIGOT P. LEMMENS

De vierde kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE, S. BODART,	staatsraden,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

C. GIGOT P. LIÉNARDY